

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Défendre le Kampuchea, dénoncer les menaces de guerre mondiale

Déclaration de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML.

**C**E qu'annonçait depuis plusieurs mois le Parti communiste marxiste-léniniste vient de se produire. Les dirigeants socio-impérialistes russes ont poussé en avant les forces militaires vietnamiennes pour occuper le Kampuchea démocratique, tenter de renverser ses dirigeants et de détruire son État.

C'est un nouveau coup de Prague qui vient de se produire comme en 1968 en Tchécoslovaquie. Cette fois c'est l'arrivée des blindés soviétiques à Phnom Penh et la mise en place d'un nouveau pseudo-gouvernement entièrement soumis aux exigences soviétiques et vietnamiennes.

La France est très éloignée du Sud-Est asiatique où se produisent ces très graves violations de l'indépendance d'un pays, de la liberté d'un peuple.

Mais qui ne comprendrait que cet événement venant après ceux de même nature qui l'ont précédé en Afrique, en Asie et en Europe témoigne sans ambiguïté d'une stratégie impérialiste mondiale de caractère fasciste ?

Aucun argument, quelle qu'en soit la nature, ne saurait justifier une telle agression contre la souveraineté nationale d'un État par des forces militaires qui lui sont étrangères. Et, dans le cas particulier, les arguments invoqués par les dirigeants soviétiques et vietnamiens ne sont pas plus valables que ceux utilisés naguère par eux pour légitimer l'invasion de la Tchécoslovaquie.

A cet égard, il convient de ne pas oublier que déjà en 1968, les dirigeants vietnamiens pourtant soumis à l'agression d'un autre impérialisme avaient approuvé bruyamment l'occupation de Prague et de la Tchécoslovaquie entière par les forces du Pacte de Varsovie sous commandement soviétique.

Comme toutes les violations de l'indépendance et de la liberté des peuples commises de 1933 à 1939 par les fascistes italiens et les nazis en Europe et en Afrique, par l'impérialisme japonais en Asie, l'occupation brutale du Kampuchea démocratique aujourd'hui démontre au monde entier, à l'Europe, à la France qu'une nouvelle puissance impérialiste poursuit les mêmes am-

(Suite page 3)

**Contre l'agression soviéto-vietnamienne !  
Indépendance pour le Cambodge !  
Soutien total au peuple cambodgien !  
rassemblement mercredi 10 janvier à 18H30**

Devant la gare Montparnasse-pied de la tour à l'appel de : PCML, PCRml, OCFml

## Sihanouk exige la parole à l'ONU

*Il est mandaté par le seul gouvernement légitime du Kampuchea*

**S**IHANOUK est arrivé à New-York pour dénoncer devant le Conseil de sécurité l'agression soviéto-vietnamienne à l'ONU. L'URSS est la toute première à vouloir l'empêcher de prendre la parole sous prétexte qu'il ne représente plus le gouvernement du Kampuchea. Les agresseurs du Kampuchea (Cambodge) craignent en effet de se voir démasquer publiquement à la tribune de l'ONU. Mais Sihanouk exige que le droit et la justice soient respectés. Le gouvernement mis en place par l'URSS et le Vietnam est un gouvernement fantoche. Le Kampuchea ayant été envahi, Sihanouk est mandaté par son gouvernement légitime.

(Voir article page 3)

## LES MARINS ACCUSENT TOTAL

### Aucun dispositif de sécurité sur la « Betelgeuse »

**L'**EMOTION est grande chez les travailleurs de la mer et principalement en Bretagne et en Normandie d'où sont originaires les victimes. Plus qu'une catastrophe, il s'agit ici d'un crime qui a fait dix-neuf veuves et trente-deux orphelins. De plus en plus l'émotion fait place à la colère, le mot qui revient sur toutes les bouches n'est pas fatalité mais sécurité.

#### LES MARINS ACCUSENT

Les syndicats ont demandé par télégramme au directeur général de la marine marchande que les organisations maritimes aient accès au dossier d'enquête ouvert par les Affaires maritimes chose qui n'a jamais été possible avant.

#### DEPUIS MAI 1977

Les marins sont particulièrement vigilants. Ils rejettent l'hypothèse de la fatalité et posent le problème de la sécurité. La compagnie Total est particulièrement visée, elle vient d'absorber la Compagnie auxiliaire de navigation, elle prévoit cent-douze licenciements dans l'immédiat et cent-quatre-vingt suppressions d'emploi en tout.

La Bételgeuse fait partie d'un groupe de quatre navires qui devait être vendu. C'était un navire en mauvais état. Il n'avait pas subi d'arrêt technique depuis mai 1977, ce qui correspond à une période très longue. D'autre part, certains ports de la Côte Ouest des USA avaient refusé d'accueillir ce pétrolier en raison de sa vétusté.

#### DES BOMBES EN PUISSANCE

Un pétrolier en cours de déchargement est une véritable bombe en puissance. Lors du vidage des soutes, au fur et à mesure du pompage, l'air emplit les salles, se mélangeant au gaz. Or, la Bételgeuse comme tous les pétroliers plus anciens de disposait pas d'installation dite de gaz inerte qui empêche le mélange détonnant entre le gaz restant dans les citernes et l'air ambiant.

Après l'Amoco Cadiz, avec la Bételgeuse les compagnies pétrolières ne peuvent plus invoquer la fatalité. C'est bien la course au profit qui fait que les requins du pétrole mettent en jeu la vie des marins pour abaisser encore un peu leurs coûts de transport.

Léon CLADEL



Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité!

### Regards sur une ville en sursis

Voir en page 4 et 5 les articles de notre envoyé spécial

Derrière l'attitude des dirigeants du PCF à propos de l'invasion vietnamienne au Kampuchea

# La vieille thèse de l'exportation de la révolution

**H**ANOI et Moscou persistent à nier toute participation de l'armée vietnamienne à l'agression dont le Kampuchea a été victime. Mais les preuves sont tellement accablantes que René Andrieu, parlant lundi soir au nom de la direction du PCF, a été obligé d'admettre que l'armée vietnamienne pouvait très bien avoir « aidé » les rebelles du FUNSK à s'emparer de Phnom Penh. Il a cependant enchaîné aussitôt en disant que cela lui paraissait tout à fait normal. Et ce faisant, il a justifié l'intervention militaire vietnamienne en la parant d'un masque libérateur et révolutionnaire. Cela revient en fait, pour la direction du PCF, à reprendre la vieille thèse combattue depuis si longtemps dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement communiste de l'exportation de la révolution.

La question est simple : un pays, quelle que soit la nature de son régime, peut-il, au nom de l'internationalisme prolétarien ou de l'anti-impérialisme ou de toute autre considération, imposer par la force, au peuple d'un autre pays, un gouvernement qui, sans cette intervention étrangère, n'aurait pas été en mesure de parvenir au pouvoir ?

### DES EXEMPLES NÉGATIFS

Le problème ne date pas d'hier. Déjà en 1918, Lénine, à l'encontre de Trotsky, avait refusé de faire intervenir l'Armée rouge pour soutenir en Allemagne la révolution des Spartakistes. D'après lui, c'était au peuple allemand de se libérer lui-même et d'accomplir sa propre révolution, et cela toute autre considération stratégique mise à part. Depuis lors, l'attitude des communistes a toujours été la même, dictée par le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Que vaudrait, en effet, une révolution qui arriverait non pas quand le peuple a été

suffisamment mobilisé et organisé par son propre parti, mais qui serait apportée de l'étranger, et cela quelles que soient les intentions qui l'ont amenée, que vaudrait également la « libération » d'un peuple soumis à un oppresseur étranger par des chars d'un troisième pays ? L'histoire est d'ailleurs particulièrement riche d'exemples négatifs, tout d'abord. C'est notamment la politique aventuriste de Che Guevara en Amérique Latine, et en particulier en Bolivie. La tentative d'exportation de la révolution cubaine, quelle que soit la sincérité des idées qui, à l'époque, pouvaient l'animer, s'est soldée par une déroute complète, par un massacre des forces révolutionnaires boliviennes et, enfin, par la mort de Guevara lui-même.

### DES EXEMPLES POSITIFS

D'exemples positifs également, il n'en manque pas cette thèse. C'est en comp-

tant sur eux-mêmes que les peuples chinois, cambodgien et vietnamien se sont libérés. C'était justement un des points d'honneur de la politique d'Ho Chi-minh que d'avoir conduit le peuple vietnamien à la victoire sans que jamais un seul soldat étranger ne soit intervenu à ses côtés. Ce qui ne veut pas dire, évidemment, le refus de toute aide matérielle et morale. Il y a là plus qu'une nuance. Et les volontaires chinois en Corée, dira-t-on ? Et bien justement jamais les Chinois ne sont intervenus en dehors de leurs frontières pour renverser un gouvernement ou pour en installer un autre (et cela leur a d'ailleurs été reproché par ceux qui ne voient pas l'importance de se libérer soi-même). En Corée, l'intervention chinoise s'est produite à la demande du gouvernement légal du pays qui le dirigeait souverainement depuis plusieurs années lorsqu'intervinrent les impérialistes américains.

### LE DROIT DU PLUS FORT

Revenons maintenant à l'invasion du Kampuchea par les troupes vietnamiennes. Que visaient-elles si ce n'est renverser le gouvernement légal du pays et installer à sa place un gouvernement à sa convenance. Selon ce principe, n'importe quel pays pourrait s'arro-

ger le droit d'envahir son voisin plus faible et plus petit pour y établir un gouvernement qu'il juge « plus conforme aux intérêts du peuple ». Il suffirait pour cela de créer un soldat « mouvement de libération » un mois avant, comme le firent les Vietnamiens avec le fameux FUNSK dont la plupart des dirigeants vivaient au Vietnam depuis 1954. N'est-ce pas justement ce que firent pendant des années les impérialistes américains, en Corée, avec la clique de Park Jung Hi et lors de la fameuse tentative d'invasion de Cuba à la Baie des Cochons. Là aussi, c'était soldat un mouvement de libération cubain qui agissait. En fait, comme pour le Vietnam aujourd'hui, tout le monde savait que les Américains étaient derrière.

Posons-nous la question : si un jour se créait à l'étranger, en URSS par exemple, un mouvement qui appellerait au renversement de l'Etat français et qu'un mois après les troupes du Pacte de Varsovie arrivent en France pour « aider » ce mouvement, quelle serait la réaction du peuple français ? Ce serait, à n'en pas douter, une réaction contre ce mouvement et de résistance à l'occupant. Pourquoi donc tolérer pour le Kampuchea ce que nous ne supporterions en aucun cas en France ?

Serge FOREST

## « L'internationalisme prolétarien » de Moscou

**S** i elle est la dernière en date des interventions militaires étrangères soutenue par Moscou (ou réalisée directement par les chars russes) afin d'imposer dans un pays un régime qui lui soit favorable, l'intervention vietnamienne n'en est pas pour autant la seule. Chacun se souvient, évidemment de l'entrée « triomphale » des chars russes à Prague, en 1968. Le socialisme (à la sauce de Moscou) jugé en péril par le Kremlin était sauvé.

En 1975, ce fut le peuple angolais qui eut droit à la sollicitude des troupes cubaines. Sans lui demander son avis, Moscou avait en effet décidé que des trois mouvements qui avaient mené côte à côte la lutte de libération contre les Portugais, c'était le MPLA qui lui convenait le mieux.

Plus récemment, c'est en Afghanistan que Moscou envoya ses troupes pour soutenir la « révolution » (un coup d'Etat militaire pro-soviétique) et écraser une révolte populaire d'inspiration musulmane très proche du mouvement populaire iranien actuel.

Enfin, c'est en Erythrée que pour soutenir toujours la « révolution » éthiopienne, Moscou écrase actuellement sous les bombes et le napalm les combattants et le peuple érythréens qui luttent depuis quinze ans pour recouvrer son indépendance usurpée.

C'est cela l'« internationalisme prolétarien » de Moscou et de ses alliés.

## Défendre le Kampuchea dénoncer, les menaces de guerre mondiale

(Suite de la page une)

ditions de domination hégémonique que celles qui conduisirent à la Deuxième Guerre mondiale.

Seule une politique de fermeté, sans la moindre concession aux fauteurs de guerre, permettra de déjouer leurs ambitions féroces, leur stratégie offensive sous quelque masque qu'elle se présente.

La détente proclamée par Brejnev est une ruse mensongère comme les assurances d'intention pacifique lancées autrefois par Hitler après l'accomplissement de chacun de ses mauvais coups. Aussi la classe ouvrière, le peuple de France doivent-ils dénoncer toute hésitation, tout atterrolement du gouvernement qui conduirait à des capitulations aussi néfastes et dangereuses que celles des accords de Munich en 1938.

Aussi est-il indispensable et urgent que les masses populaires de notre pays engagent de grandes actions pour s'opposer au déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

Le Parti communiste marxiste-léniniste est disposé à participer à de telles actions dans le cadre d'un vaste front uni anti-hégémonique.

Pour sa part, le PCML, en tant que parti communiste, assure le Parti communiste du Kampuchea, ses dirigeants, le peuple valeureux et courageux du Kampuchea de sa solidarité sans

réserve et leur fait confiance pour engager une nouvelle fois la guerre révolutionnaire du peuple contre les nouveaux impérialistes et expansionnistes qui sont entrés dans leur pays.

Le PCML soutient également l'action patriotique du prince Norodom Sihanouk qui s'engage de nouveau dans une lutte historique pour la défense de la juste cause nationale du peuple de son pays.

Désormais, les marxistes-léninistes vont agir pour impulser en France le plus large soutien aux patriotes du Kampuchea.

Dans ce but, ils devront éviter de se laisser entraîner dans des polémiques ne concernant que les problèmes à régler entre Kampuchéens dans le cadre de leur souveraineté nationale.

Ils devront concentrer tous leurs efforts à unir toutes celles et tous ceux qui condamnent l'agression vietnamo-soviétique et sont prêts à agir pour l'indépendance du Kampuchea sans s'ingérer dans les affaires intérieures de ce pays et de son peuple.

Le peuple héroïque du Kampuchea par l'union de toutes ses forces patriotiques triomphera de l'impérialisme soviétique et de ses fantoches vietnamiens comme il a déjà triomphé de l'impérialisme américain et de ses fantoches londonnois.

Le peuple du Kampuchea vaincra !

8 janvier 1979

## Les prises de position en France

**I** L ne se trouve guère de voix pour défendre ouvertement l'intervention soviéto-vietnamienne contre un pays indépendant : le Kampuchea (Cambodge). En France, seul l'organe central du PCF, *L'Humanité* a osé reprendre intégralement les thèses des agresseurs vietnamiens et de leurs maîtres soviétiques. Outre les organisations marxistes-léninistes, qui toutes condamnent l'agression, citons quelques prises de position :

— Le Parti socialiste indique que la nature du régime « ne peut justifier l'occupation du pays par le Vietnam ». Il demande le respect de l'intégrité territoriale du Kampuchea.

— *Libération* dans son édition du 8 janvier indique : « Mais une invasion reste une invasion. Un mensonge est un mensonge. Et on ne libère pas les peuples à la pointe des baïonnettes venues d'ailleurs. Les Vietnamiens auraient pourtant dû le savoir mieux que quiconque, eux qui des années durant ont dénoncé les fantoches installés à Saïgon par les armes occidentales. Or, en dépit de leurs démentis, ce sont les chasseurs et les blindés vietnamiens qui ont pris Phnom Penh pour y installer une organisation, le FUNSK qui, plus que l'ex-régime sud-vietna-

mien, mérite le qualificatif de fantoche. Le coup de Phnom Penh ressemble par trop au coup de Prague dix ans après... »

Le secrétariat de l'OCT indiquait dans son hebdomadaire daté du 5 janvier (donc avant la prise de Phnom Penh) : « Nous devons condamner fermement l'agression vietnamienne... Si les Vietnamiens continuent dans cette voie, ils donneront raison à tous ceux (les dirigeants cambodgiens à leur tête) qui les accusent de vouloir imposer leur « fédération indochinoise » où Laos et Cambodge seraient intégrés à la « zone d'influence » de leur puissant voisin. »

Cette politique est à l'opposé d'une politique internationaliste prolétarienne... »

En ce qui concerne le Parti communiste italien, tout en refusant de choisir son camp, il s'oppose aux interventions militaires. Dans son organe officiel, *L'Unità*, l'éditorial du 8 janvier indique : « Ne nous cachons pas que le conflit a une dimension internationale et même davantage » Il mentionne que l'engagement au Vietnam est incontestable. Le PCI refuse donc l'alignement inconditionnel sur Moscou.

## Les réactions de la Yougoslavie à l'invasion vietnamienne

**C** OMMENTANT les manœuvres militaires soviétiques contre le Kampuchea, le journal *Borba* déclare dans son édition de lundi : « Il est fort possible qu'il existe une clique opposée au régime de Pol Pot. Il est pourtant difficile de convaincre les gens de ce qu'une telle clique ou un tel mouvement soit à même de posséder, un mois seulement après sa fondation, des avions, des chars, des blindés, des postes de TSF et d'autres équipements. Hanoi rencontrera des difficultés à trouver du soutien s'il décide de résoudre par la force les problèmes avec ses voisins et surtout si cela fait partie de son plan visant à jouer un nouveau rôle en Indochine. »

# Sihanouk exige la parole à l'ONU

**A**U Kampuchea, les combats se poursuivent contre les envahisseurs vietnamiens qui, au dire même de Sihanouk, ne contrôlent pas les campagnes mais seulement les routes. Désormais, tout comme contre les agresseurs américains, le peuple kampuchéen a commencé une nouvelle guerre de libération sous la direction du Parti communiste du Kampuchea.

Le prince Sihanouk se prépare à aller à New-York pour assister à la session du Conseil de sécurité. Il prendra la parole en tant qu'envoyé du seul gouvernement légal du Kampuchea démocratique renversé par l'invasion vietnamienne.

Les dirigeants impérialistes de l'URSS et ceux de leurs pays satellites ( RDA, Vietnam, ainsi que le Laos) ont reconnu le régime fantoche imposé au Kampuchea par le Vietnam.

Les gouvernements de ces pays prétendent empêcher Sihanouk d'intervenir à l'ONU. Ils n'hésitent pas à affirmer, contre l'évidence même, qu'il n'y a pas d'agression et que ce qui se passe au Kampuchea est une affaire intérieure à ce pays. Ces gouvernements craignent par-dessus tout que Sihanouk, personnalité très influente sur le plan international et particulièrement dans le tiers monde, vienne dénoncer du haut de la tribune de l'ONU l'agression vietnamienne, appuyée politiquement et militairement par l'URSS. L'intervention de Sihanouk qui, on le sait, n'a pas l'habitude de mâcher ses mots, constituerait un grand événement et contribuerait à démasquer la nature des dirigeants de l'URSS et du Vietnam.

Pour notre part, nous exigeons du gouvernement français qu'il refuse de reconnaître le gouvernement fantoche imposé par les Vietnamiens, qu'il condamne l'agression

vietnamienne, ce qu'il n'a pas fait jusqu'à présent, qu'il exige que Sihanouk parle à l'ONU.

En dernière minute, nous venons d'apprendre que la Roumanie vient de condamner l'intervention vietnamienne au Kampuchea démocratique.

## SIHANOUK DEMANDE L'EXPULSION DU VIETNAM DU MOUVEMENT DES NON-ALIGNES

Dans une lettre adressée au président yougoslave, Tito, le prince Sihanouk a demandé l'ouverture d'un débat sur l'agression vietnamienne au sein du mouvement des non-alignés. Il a demandé en outre l'expulsion du Vietnam de ce mouvement.

## INTERVIEW REALISEE EN COMMUN PAR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ET L'HUMANITE ROUGE

Interview d'un représentant du Comité des Patriotes du Kampuchea démocratique en France

# « Notre peuple a conservé ses forces pour abattre les agresseurs au moment opportun »

**N**OUS publions ci-dessous l'interview qu'a bien voulu nous accorder un représentant du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France. Cette interview a été réalisée en commun par l'Humanité rouge et le Quotidien du Peuple.

« D'abord, le Comité des patriotes du Kampuchea en France vous remercie de votre soutien à la lutte du peuple du Kampuchea, aussi bien pendant la lutte de libération que pendant cette étape de la défense de l'indépendance nationale et de l'édification du socialisme, en particulier en ce moment où les Vietnamiens aidés par les expansionnistes internationaux soviétiques ont agressé et occupé le territoire du Kampuchea. »

— Q : Quels sont les buts poursuivis par l'agresseur vietnamien ?

L'agression est due à l'ambition hégémoniste expansionniste du Vietnam qui veut créer et dominer la Fédération indochinoise. Il voudrait mettre les trois pays, le Vietnam, le Laos et le Kampuchea sous sa domination. Sa politique antérieure a toujours servi ce but, principalement depuis 1975, quand il cherchait à occuper nos territoires et les îles de Kor-Vay tout de suite après la Libération et surtout quand il a lancé sa première invasion d'envergure à la fin de 1977, début 1978.

Malgré leur première défaite, les dirigeants vietnamiens ont conservé leur ambition de dominer le Kampuchea et le Laos. Comme le Kampuchea a toujours voulu garder son indépendance, c'est un obstacle pour l'expansionnisme vietnamien.

Actuellement, les Vietnamiens ont envoyé des troupes, des centaines de milliers de leurs troupes appuyées par des tanks, de l'artillerie et de l'aviation : ils ont bombardé sauvagement le Kampuchea, détruit

des villes, des villages, faisant de nombreuses victimes parmi les populations. Tous les observateurs sont au courant des activités du Vietnam et de la grande puissance internationale soviétique.

— Q : Quels sont les faits qui laissent penser que l'URSS est derrière le Vietnam ?

Depuis des mois, l'Union soviétique organisait des ponts aériens, liaisons navales pour amener du matériel militaire ultra-moderne en quantité énorme dans le but d'agresser le Kampuchea. Elle a envoyé en même temps des milliers de conseillers soviétiques, Cubains et de pays du Pacte de Varsovie.

Quand nous voyons les problèmes du Vietnam, les difficultés énormes qu'il y a à l'intérieur du pays, dans tous les domaines, politique, économique, militaire, financier, quand on voit qu'il y a la famine, qu'il y a du mécontentement et des soulèvements partout, qu'il y a des milliers de réfugiés qui quittent le Vietnam tous les mois, on comprend que le Vietnam n'a pas les moyens d'agresser seul le Kampuchea. C'est avec l'aide intensive de la grande puissance expansionniste soviétique que le Vietnam a agressé le Kampuchea.

Chacun sait que le Vietnam a adhéré au Comecon, a signé un traité d'amitié avec l'URSS.

— Q : Quelle était l'attitude de l'URSS pendant la guerre de libération du peuple du Kampuchea ?

L'attitude de l'Union soviétique à l'égard du peuple du Kampuchea est connue d'une partie de l'opinion publique. Pendant la période de la lutte de libération nationale, l'URSS s'est toujours tenue du côté des impérialistes américains et de la clique traîtresse de Lon Nol, elle a collaboré étroitement avec cette clique.

L'URSS a toujours conservé des relations diplomatiques étroites avec Lon Nol et elle a aidé Lon Nol jus- qu'à la fin. Elle a même



Des soldats cambodgiens, alors qu'ils combattaient l'impérialisme US. Aujourd'hui, c'est l'autre supergrand qu'ils doivent affronter.

cherché des partisans pour combattre la révolution au Kampuchea.

L'attitude actuelle de l'URSS n'étonne pas le peuple du Kampuchea et l'opinion publique qui connaissent déjà sa position passée sur le problème du Kampuchea et d'autres problèmes dans le monde. Les expansionnistes soviétiques avec leur stratégie pour dominer le monde, cherchent à avoir des pions dans les différentes parties du monde. Avec le traité soviéto-vietnamien, ils ont fait du Vietnam le Cuba de l'Asie.

— Q : Que représente le « FUNSK » ?

Pour pouvoir agresser le Kampuchea, l'Union soviétique et le Vietnam ont créé une organisation fantoche avec un nom Khmer, un soi-disant « front uni pour le salut national du Kampuchea ». Ce front regroupe quelques fantoches, des valets des Vietnamiens. Le Vietnam et l'Union soviétique ont créé ce front dans le but de cacher leur agression au Kampuchea.

Ce front a été créé il y a quelques semaines seulement. Or, le monde entier, l'opinion internationale, tous les observateurs savent que l'agression actuelle contre le Kampuchea a été

menée à l'aide d'une quantité énorme de matériel militaire de toutes sortes, des avions américains pris en 1975 et des avions soviétiques, des Mig 19, des Mig 21 et d'autres encore ainsi que des centaines et des milliers de tanks. Le front créé il y a à peine quelques semaines ne peut pas posséder tout cet équipement-là ni toutes ces troupes. Il n'a pas de troupes. Il n'y a qu'une poignée d'individus du Kampuchea et de Vietnamiens qui se font passer pour des troupes de ce soi-disant front. En niant toujours leur participation à l'agression du Kampuchea, connue de tous, l'URSS et le Vietnam montrent bien leur mépris de l'opinion publique.

— Q : On a parlé de nombreux bombardements. Qu'en est-il ?

Pendant l'agression, les Vietnamiens ont utilisé tous leurs moyens avec l'aide des Russes. Selon nos informations, il y a des pilotes russes qui conduisent des Migs pour bombarder le Kampuchea. Ces bombardements sur la population du Kampuchea sont intenses et causent énormément de

pertes en vies humaines et en biens matériels de notre peuple.

Toutes les villes le long de la route No 7, jusqu'à Kompong Cham et aussi dans la région de Kratié ont été bombardées. La ville de Neak Luon, par exemple, est complètement rasée. Il y a beaucoup de villes qui sont complètement rasées par l'aviation vietnamienne.

— Q : Comment le peuple du Kampuchea s'était-il préparé à cette agression ?

Notre peuple s'était préparé à l'agression de grande envergure du Vietnam et de l'Union soviétique contre notre pays. Notre peuple s'est préparé à la guerre populaire, à la guérilla. Dans la lutte pour s'opposer à l'agression vietnamienne, notre peuple lutte contre l'avance des troupes d'agression et en même temps il préserve le maximum de ses forces pour pouvoir les combattre après.

Nous avons confiance dans la lutte de notre peuple pour chasser les agresseurs vietnamiens et les fantoches de ce soi-disant front qui ne sont que des valets des Vietnamiens et qui sont isolés dans notre peuple.

En ce moment, la lutte de notre peuple est dans une situation difficile, mais nous sommes sûrs qu'elle se développera jusqu'à l'écrasement des forces d'agression.

Le fait que les troupes vietnamiennes occupent les villes et les axes ne signifie pas que les agresseurs contrôlent le Kampuchea parce que les villes ou la capitale ne sont pas des points stratégiques. L'organisation de la société du Kampuchea permet à notre peuple de lutter n'importe où. En comptant sur ses propres forces, il peut organiser la lutte dans tous les secteurs, régions, districts, pour pouvoir s'opposer à cette agression. D'ailleurs, d'après les observateurs ou même d'après Hanoï, quand les Vietnamiens rentrent dans une ville, à Phnom Penh ou ailleurs, il n'y a pas de forces de l'armée révolutionnaire du Kampuchea. Ils n'ont pas pu capturer ni massacrer ces forces. Et dans leur appel-même, ils demandent à la population de dénoncer les combattants de l'Armée révolutionnaire du Kampuchea, de les signaler. Cela signifie que notre peuple et l'armée révolutionnaire ont conservé leurs forces pour pouvoir abattre les agresseurs au moment opportun.

— Q : Quelle est la mission du prince Sihanouk à l'ONU ?

Selon nos informations, nous savons que le prince Sihanouk va à l'ONU pour défendre le Kampuchea. C'est un patriote que notre peuple, le parti communiste respectent toujours et qui va à l'ONU pour défendre le Kampuchea et pour montrer à tous les pays et à l'opinion internationale la vraie nature de l'agression vietnamienne aidée par les expansionnistes soviétiques.

Car nous pensons que la lutte du peuple du Kampuchea pour son indépendance nationale, pour défendre son intégrité territoriale a aussi pour but de défendre la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le monde.

DU TRAVAIL POUR TOUS



Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité

Regard sur une ville en sursis

DENAIN, dimanche, le temps s'était radouci. Puis le froid est venu dans la nuit saisir la neige à demi-fondue : lundi, la route venant de Douai était blanche et très glissante. Nous roulons doucement le temps de voir les terrils devenus collines. La végétation y pousse et les animaux y vivent. Les terrils sont sur la gauche ; à droite commence Usinor. A

gauche de la route, on voit les cheminées, on voit ces sortes de cathédrales avec leurs arcs-boutants que sont les fours. Trois, quatre kilomètres entre la route devenue rue et l'immense usine dont on aperçoit, de temps à autre, entre les maisons, les longs tuyaux suspendus, les cités pour sidérurgistes. A gauche, côté charbon, ce sont les anciens corons des mineurs. Les mines sont mortes, c'est

le vieux monde. De l'autre côté, c'est « le nouveau monde », le monde de l'acier qui a supplanté peu à peu la houille, les capitalistes fermant les mines pour mieux profiter des minerais du tiers monde, volés aux peuples de ces pays par les impérialistes.

Ce « nouveau monde » qu'à leur tour les barons de l'acier, les maîtres de forge, et le premier d'entre eux, le gouvernement Giscard, veulent frapper de mort. Mais quel est ici le vieux monde, c'est bien celui des maîtres de forge, ce vieux monde capitaliste dont les contradictions éclatent ici. Il ne sait les surmonter

autrement que par ces usines qui ferment quand il ne les détruit pas et ces milliers d'hommes qu'il chasse des ateliers, ces milliers de jeunes qui, après l'école, n'auront que l'exil, l'exode. Ce vieux monde-là est périmé avec ses lois de profit, de concurrence, de rentabilité et aussi le chômage, la misère.

forge, ils vous démontrent par A plus B qu'on ne peut pas faire autrement. Même s'ils ont entre eux quelques divergences sur ce qu'il faut fermer et quand, ceux d'hier et leurs remplaçants, pour fermer, qu'ils disent. Et c'est bien la même chose même, ils vous disent que s'ils ne le faisaient pas, ce serait pire. Ecoutez Barre, c'est son langage quotidien. Les pa-

trons en ont-ils jamais eu un autre ? S'ils nous assassinent, c'est pour notre bien, voyons ! Les barons de l'acier, comme tous les patrons, ne sont sensibles à aucune démonstration, à aucun argument, à aucune protestation. Le seul langage qu'ils comprennent, c'est la force. C'est la force quand elle frappe leurs profits. Là, ils sont sensibles.

cats rencontrent Etchegaray, est-ce bien le moment ? Où est le rapport de force ? Cela ne va pas. Il faut la lutte, plus de bavardages. Il y a des plans à faire. Ce ne sont pas des plans et des propositions industrielles qu'il faut faire mais des plans de bataille. Encore une fois, les patrons n'entendent rien, même aux arguments de bon sens. C'est la force qu'ils comprennent, la force des

travailleurs en grève, empêchant la production, frappant leurs profits, la force des travailleurs unis et rassemblés dans les usines occupées autour des piquets de grève. Si vous trouvez un exemple où cela n'a pas été nécessaire pour leur faire passer quelque chose, où les discours et le bon sens ont suffi... Mais ce n'est pas ici qu'il faut dire cela, les sidérurgistes le savent !

Denain voit rouge

Nous voilà dans Denain, au bout de l'usine qui vient s'ouvrir au cœur de la ville. Denain, pour qui n'est pas du Nord, ce sont les premières fresques de l'histoire du monde ouvrier. C'est ici que les premiers bataillons de mineurs se lancèrent à l'assaut de leurs exploités. Image glorieuse car, ici, ont pris racine les premières conquêtes ouvrières, les premiers syndicats (à Denain, eut lieu le premier congrès de la chambre syndicale des mineurs de France, en 1880). Image san-

glante aussi car les seigneurs du charbon, les compagnies houillères n'ont jamais hésité à lancer leurs « cuirassés », les gardes-mobiles de l'époque, contre le peuple. Les images que nous avons en tête, ce sont les corons misérables, les enfants très tôt au fond avec leur père ou leur aîné, dans la lutte aussi, et les grèves formidables, comme en 1906 après la catastrophe de Courrières et bien d'autres. En 1884, Zola est venu ici pour écrire « Germinal ».

Et aujourd'hui

Aujourd'hui, la classe ouvrière et tous les travailleurs de notre pays regardent à nouveau Denain, car la sidérurgie c'est aussi Longwy en Lorraine, c'est aussi Dunkerque et Fos et le coup porté contre la sidérurgie est sans précédent.

ils ne peuvent pas faire face » dit le patron du café du Centre, juste face à l'entrée Cadrot, l'entrée principale de l'usine. Lui aussi son horizon c'est sa ville, ce sont les fours et les laminaires d'Usinor.

C'est pourtant ce qu'ils veulent faire les maîtres de

C'est le moment de frapper

Un jeune sidérurgiste d'Usinor, à Mardyck, près de Dunkerque, depuis presque trois ans, revenu pour quelques jours dans sa famille à Denain, où il a toujours vécu et où il a commencé sa vie de sidérurgiste, nous explique : « A Dunkerque, ça bosse à mort. La production de Denain, c'est nous qui allons la faire ».

C'est qu'en Allemagne, ils sont en grève depuis plus de six semaines, ça commence à tirer. Y aurait-il meilleur moment pour agir, pour la solidarité, ce qui serait un aspect des choses, et aussi pour les revendications largement semblables : la 5e équipe, les 35 heures à Dunkerque, à Fos, pas un seul licenciement à Denain, à Longwy, ailleurs.

Ce sont les profits qui en prendraient un coup. La solidarité c'est ça, on a intérêt à se battre ensemble, à se soutenir mutuellement, tous les sidérurgistes de

Dunkerque ou de Denain, de Fos ou de Longwy ou d'Allemagne. Les patrons s'entendent bien eux. La solidarité, c'est qu'unis les sidérurgistes seraient bien plus forts et c'est urgent parce que pour les collègues d'Allemagne c'est dur aussi et parce que, pour ici, si on riposte tout de suite, c'est bien mieux, ça ne laisse pas de place au découragement et aux manœuvres des patrons. Nous, à Paris ou ailleurs, quand on a vu le siège d'Usinor occupé à Trith-Saint-Léger par des centaines et des milliers de gars, même avec des femmes de sidérurgistes, quand on a vu 25 000 manifestants à Valenciennes le 20 décembre, 35 000 à Denain le 22 décembre, on s'est dit : ils sont partis pour la victoire, c'est la bonne voie. Les Allemands aussi sont en grève, le moment est bon et puis l'occupation a été levée et puis plus rien : des députés écrivent à Barre, proposent des tables rondes déjà proposées. Mauroy rencontre Giscard, les syndi-

Où en sommes-nous ? Qu'est-ce qu'on va faire

Ces questions, Robert Chatelain, le secrétaire-adjoint du syndicat CGT d'Usinor-Denain, les entend tous les soirs quand il rentre chez lui. Ce sont ses enfants qui les lui posent, ses enfants ou du moins ceux qui restent à Denain car une de ses filles est déjà « exilée », comme il dit. Mais son fils, 19 ans, le bac, et sa fille, 17 ans, qui voudrait faire une profession paramédicale, que vont-ils faire ? Ils sont tout à fait concernés !

Robert Chatelain est fils de mineur. Il parle du temps où les mineurs renversaient les wagons sur les voies pour bloquer le trafic et affronter les CRS. « A l'époque où les mineurs crevaient de faim, d'une courée à l'autre, il n'y avait pas de différence. Peut-être les avantages sociaux acquis nous ont-ils un peu endormis ».

Pourtant les salaires ne sont pas brillants. Robert montre sa feuille de paie : avec 34 ans d'ancienneté, il ne dépasse guère les 3 000 F comme P2 ; P2, il l'est resté parce que l'action syndicale et la promotion ne vont pas de pair.

« On estime que seule la lutte peut faire quelque chose ». Le secrétaire du syndicat CGT d'Usinor-Denain, Rodrigues, avec qui je parle au téléphone quelques instants (il sort d'une réunion et il ne passera pas à l'UL) l'affirme avec force.

« Pas d'illusions sur les démarches du genre de la visite de Mauroy à Giscard, d'où il n'est rien sorti d'ailleurs... ». « Pas question qu'on se laisse entraîner sur le terrain des entreprises de rechange... On souhaite l'appui de tous, élus, population, organisations, et ce n'est pas un avis circons-

Les luttes à Usinor depuis septembre

- 19 septembre, coupure de l'autoroute Paris-Bruxelles décidée après un meeting à la porte Gravot l'entrée principale de l'usine en réponse à l'annonce du deuxième plan acier.
7 novembre : meeting bloquant l'entrée sud d'Usinor.
12 décembre : montée sur Paris le jour du Comité central d'entreprise pour protester contre l'annonce de 5 000 licenciements à Denain.
13 décembre : arrêt de travail de quatre heures et meeting.
Du 15 au 22 décembre : occupation des services centraux du groupe à Trith.
22 décembre : grande manifestation regroupant 35 000 personnes. Denain est une ville morte, pas un commerçant n'est ouvert.



Bretagne : journée nationale d'action dans la branche électronique

# Halte aux licenciements dans la téléphonie

tantiel... L'ambiance est à la lutte », telles sont quelques-unes de ses brèves réflexions.

Robert Chatelain, dans la conversation que nous avons eue, précise : « Implantations nouvelles ? Il y a déjà 12 500 chômeurs, plus 6 000 ici à Usinor-Denain, plus les jeunes à venir, 3 000 peut-être, plus ce que représente chaque emploi de sidérurgiste supprimé... C'est une usine de 35 000 qu'il faudrait ! Et les plus de 40 ans, qui en voudraient ? Et il faudrait ici des choses à la taille des hommes qui sont aux trois quarts des OS. Mauroy pour le Nord, Messmer pour la Lorraine, Chaban-Delmas pour l'Aquitaine : ils lancent tous des cris d'alarme. Dans toutes les régions c'est pareil. Les implantations nouvelles, c'est de la poudre aux yeux, il faut se battre. »

Il parle de l'occupation des services centraux à Trith : « 1 200 à 1 300 gars par poste, un peu moins la nuit qui partaient à partir de Denain ; il fallait le faire avec les trajets en car, la fatigue. D'ailleurs, au départ, c'était prévu pour un jour et ça en a duré huit. Ça discutait beaucoup. Les gars ont vu les luxueux bureaux avec du whisky. On apprenait à se connaître. Dans l'usine, qui fait plusieurs kilomètres, y a des gars que je n'avais jamais vus. »

HR : Tout ça, c'est bon pour l'unité, mais pourquoi avez-vous arrêté ?

R : C'était Noël, pour que les gars passent un bon Noël en famille.

HR : Et si vous en aviez organisé un Noël là-bas, pour tous, ça n'aurait pas été bien ?

R : Oui, on aurait peut-être dû.

Certes, les lettres de licenciement n'arriveront pas avant le 21 juin. Certes, tous ces déplacements en car, c'était dur à tenir. Mais c'était bien cette occupation. Robert Chatelain en convient. Quant à recommencer, la direction a pris ses précautions.

Maintenant, et pour l'ordinateur, le travail sera fait à Paris sans doute. Robert Chatelain parle aussi du 12 : « Les treize cars à Paris, les gars très chauds, l'une des portes de verre du siège qui vole en éclats sous la poussée. La tentative pour occuper l'Etoile, refoulés par les flics. Et au retour, l'autoroute coupée une demi-heure à l'échangeur de Senlis... C'était le jour de l'annonce des licenciements. »

Sans aucun doute, c'est dans l'action que se soude l'unité, que se renforce la confiance. L'enthousiasme pour occuper Trith en témoigne assez ! Et les sidérurgistes, eux, ne sont pas endormis : ils ne demandent qu'à se battre ! Pour les premiers jours de l'année, le temps a constitué une entrave : lundi probablement guère plus d'un tiers des travailleurs ont pu venir au travail, mardi matin pas plus ; peut-être un peu plus l'après-midi.

Les fédérations se rencontrent, les unions départementales se rencontrent. « Si le temps se dégage, on verra les suites à donner ». Et Robert Chatelain dit : « Il n'y a pas de temps à perdre, il n'y a vraiment pas de temps à perdre, il faut battre le fer tant qu'il est chaud, c'est maintenant qu'il faut frapper ».

La journée d'action du 9 janvier, au cours de laquelle des débrayages massifs ont eu lieu dans la plupart des usines de transmission téléphonique en Bretagne, doit être le début et le tremplin d'une riposte d'envergure contre les licenciements dans cette branche. En France, d'ici trois ans, quinze mille emplois risquent d'être supprimés. Victimes du passage accéléré de l'électromécanique au tout électronique, « victimes surtout des restructurations imposées par les trusts et par le pouvoir bourgeois », les travailleurs bretons sont particulièrement touchés : les patrons voudraient supprimer cinq mille emplois dans la région.

L'offensive contre l'emploi est déjà entamée dans le secteur. Depuis quelques mois, les attaques se précipitent. A l'usine Ericsson de Brest (900 personnes), 500 travailleurs ont été mis au chômage entre Noël et le 1er de l'An. Depuis le 2 janvier, 143 personnes ne travaillent que 24 heures, 63 autres ne font que 32 heures par semaine. A la fin janvier pour 272 autres, les horaires seront aussi réduits à 32 heures. Aux usines LTT de Lanion et de Dinard, les horaires sont pareillement réduits depuis le début du mois.

## BIENTOT L'ORAGE !

En ce début de l'année 1979, les licenciements frappent à la porte : 167 travailleurs de la SRPI (Redon) viennent de recevoir leur lettre, à la CBE (Loudéac), 56 licenciements. Un exemple parmi d'autres : l'entreprise Marcel Albert employait 143 personnes jusqu'à ces derniers jours. La boîte travaillait en sous-traitance pour Ericsson, l'AOIP et LMT. Début 1979, ces trois entreprises rapatrient leur contrat. Conséquences immédiates : 40 licenciements. A Saint-Quay-Portrieux (Côtes-du-Nord), les licenciements pèsent lourd, d'autant plus lourd que l'usine est la principale, presque la seule implantation industrielle à 10 km à la ronde. Pour retrouver du travail, faudrait-il donc quitter le pays ? A tous les points du ciel, les nuages s'amoncellent. Qui peut dire que les pires mauvais coups ne sont pas encore à venir ? Après les réductions d'horaires, les mises au chômage partiel, les retraites anticipées, après la liquidation des petites boîtes sous-traitantes, bientôt peut-être une tentative de licenciements massifs : pour les patrons la liste est longue des emplois en trop.

Le groupe Thomson qui domine dans la région va certainement tenter de licencier massivement dans ses trois usines de Bretagne : LTT et MMT Lannion, Ericsson de Brest. Même tableau aux usines AOIP de Morlaix et de

Guingamp : 1 200 licenciements, presque les 2/3 des effectifs, voilà les plans de la direction de l'entreprise. Le maintien de l'emploi à la CGCT dépend de la signature de l'hypothétique contrat : 200 licenciements sur 500 peut-être demain (ITT a d'ailleurs mis la CGCT en vente).

Telle est succinctement, (nous aurons l'occasion prochainement d'en reparler dans nos colonnes) la situation dans la téléphonie en Bretagne.

## NE PAS CEDER

« Ce que la Thomson et les autres groupes de la téléphonie tentent de faire, c'est de « rationaliser », mécaniser à tout prix pour empêcher que leurs profits ne se cassent la gueule. Ce qu'ils tentent de faire, c'est de restructurer d'urgence : d'ici 1982, il y a encore quelques bonnes années pour eux dans la téléphonie. A cette date, l'équipement du pays en téléphones sera quasiment terminé, il n'y aura que le renouvellement. D'ici là, la condition pour continuer de faire de gros profits, c'est de bazarder 15 000 emplois. »

Le 9 janvier, en Bretagne, les ouvriers et ouvrières viennent de leur faire savoir qu'ils n'accepteront pas de sacrifier leur travail aux intérêts financiers des grands trusts de l'électronique ! Ils exigent le maintien de leur emploi ! Ils exigent la réduction de la durée de travail à 35 heures sans perte de salaire ! Ils exigent la suppression du travail au rendement (les patrons continuent de l'imposer à l'heure même où ils licencient). Ils exigent la 5e semaine de congés payés, la retraite à 60 et 55 ans.

Face aux mutations technologiques, pour que l'emploi soit maintenu, pour que la formation soit prise en main, les patrons et le pouvoir doivent prendre des mesures !

« C'est aux industriels, qui en ont les moyens, de mettre en place un plan de reconversion et de diversification, ce n'est pas à nous », telles sont nos revendications, tel est le sens de cette journée unitaire, organisée par les deux syndicats, CGT et CFDT : organi-



Les travailleuses en lutte de Thomson à Brest

ser la riposte, montrer l'unité et la force de la classe ouvrière face à la poignée de trusts prêts à tout pour préserver leur profits.

## PARTOUT EN BRETAGNE, LES TRAVAILLEURS DE L'ELECTRONIQUE PASSENT A L'ACTION

La journée régionale du 9 a donné lieu dans les villes de Bretagne à des débrayages et manifestations. A Brest, la journée a commencé dès 8 heures à Ericsson où les travailleurs ont tenu une assemblée générale et décidé la mise en place de commissions qui doivent préparer avec les sections syndicales les prochaines actions. Les travailleurs de la Thomson, de Cabase et de la Sobrelec les ayant rejoints, c'est à l'intérieur même de l'usine Ericsson que s'est déroulée la manifestation qui s'est poursuivie en ville ensuite.

Notons qu'à la Sobrelec, où le patron a réussi à démanteler la section syndicale, un débrayage a eu lieu et une quinzaine d'ouvrières ont rejoint la manifestation : bel exemple de détermination.

Les travailleurs brestois sont décidés à défendre tous les emplois à Ericsson et à faire qu'Ericsson ne soit pas un nouveau Transocéan !

A Lannion, 700 personnes ont débrayé et manifesté, principalement des travailleurs et travailleuses de la LTT et de la CIT-Alcatel. Toutes les dix minutes, la route était barrée, pour donner des explications et distribuer des tracts. A Morlaix, l'usine AOIP a débrayé à 95 %. Toute la matinée, 600 personnes sont descendues en manifestation. A Guingamp, lors du défilé en ville des ouvrières de l'AOIP, le bureau de l'ANPE a été « visité », des

tracts ont été jetés en signe de refus catégorique d'avoir un jour à s'y inscrire. Il y a déjà 3 500 chômeurs dans le pays de Guingamp... L'après-midi, une partie des ouvrières de l'AOIP n'a pas repris le travail.

La manifestation devant la préfecture de région à Rennes était principalement composée de travailleurs de la CGCT. A Redon, les UL-CFDT et CGT ont élargi cette journée régionale électronique à toutes les entreprises de la ville. A la SRPI (sous-traitance, téléphonie), 142 personnes viennent de recevoir leur lettre de licenciement. A

Garnier, 63 licenciements, 50 contrats non renouvelés à la SIBS. A Redon, manifestation d'un millier de personnes. Les ouvriers de Garnier, comme il l'ont déjà fait le 8 ont bloqué la voie ferrée.

Dans les assemblées générales qui se sont tenues, les mêmes questions revenaient : comment allons-nous vaincre le découragement qui habite encore certaines, comment dès aujourd'hui nous organiser de façon efficace ? Comment trouver d'autres formes de luttes ?

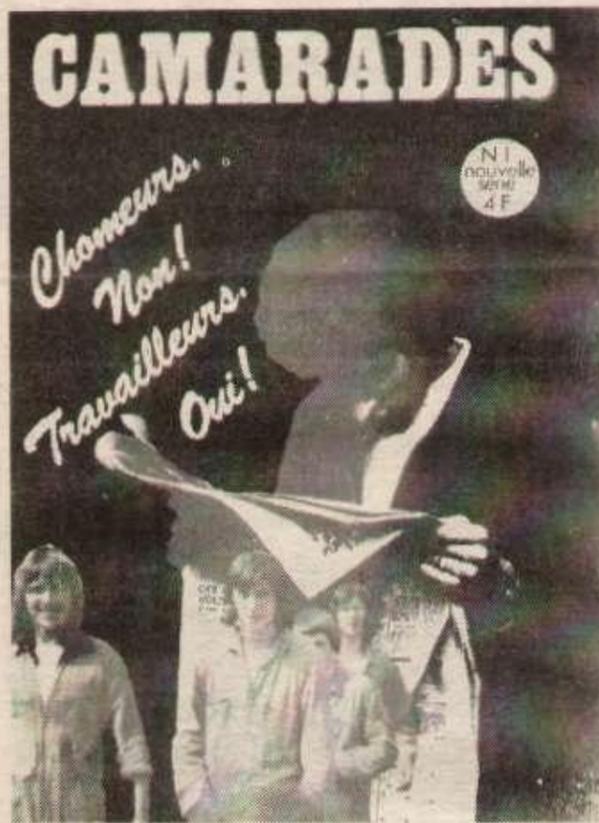
Ces questions ne resteront pas sans réponse. Yannick DAGORN

## Une manifestation à Chelles contre le procès scandaleux de la Sonacotra

REPONDANT à l'appel de solidarité entre Français et immigrés pour les nouveaux procès, 350 manifestants dont un tiers de travailleurs et lycéens français ont scandé ce dimanche dans des quartiers populaires de Chelles : « Arrêt des poursuites judiciaires, à bas les mesures Stoléru, halte à la répression dans les foyers. Français-immigrés mêmes patrons même combat. » Ils se sont retrouvés au coude à coude avec les résidents des trois foyers de Chelles, Torcy et Noiselle, leurs comités de soutien, ainsi qu'une délégation du foyer de Neuilly-sur-Marne, avec les militants des organisations politiques et syndicales du coin qui depuis la date des premiers procès, juillet 1978, tâchaient de travailler unitairement pour faire échec à la répression : PCML, PS, PSU, UL-CFDT,

Fédération anarchiste, Amis de la terre, Comités auto-gestionnaires et écologistes. Il faut savoir que le tribunal d'instance de Lagny, réputé pour ses jugements défavorables aux travailleurs avait condamné le 23 octobre, 15 résidents sur les trois foyers à l'expulsion et le paiement des arriérés qui s'élevaient à 10 000 F. La Sonacotra en profite pour assigner les 8, 15, 17, 18 et 25 janvier une quarantaine d'autres résidents de Chelles-Torcy, Noiselle et Villeparisis. Cette manifestation a montré que l'unité des travailleurs dans la lutte cela existait. Cette initiative locale a montré que nombreux sont ceux qui peuvent venir soutenir la lutte et qu'il faut proposer d'autres actions pour faire échec à la répression locale : jugement en délibéré le 5 février et jusqu'à la victoire de l'ensemble de la lutte. Correspondant Chelles

## « Camarades » est paru



Prix du numéro 4 F. Abonnement pour trois numéros 12 F. Passez vos commandes et libellez vos chèques en mentionnant : « Pour "Camarades" à l'Humanité rouge » et à son CCP

**C**AMARADES est disponible. Camarades est le nouveau titre de la revue de la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France. Avec son nouveau titre, Camarades a voulu élargir son champ d'horizon. Il a pour but d'être un journal pour la jeunesse scolaire et laborieuse de notre pays et de parler des problèmes actuels des jeunes.

Avec ce numéro ce but est en partie atteint ; en effet des sujets tout aussi divers, mais tenant au cœur des jeunes y sont présents comme le chômage.

On ne doit plus dire que les jeunes après l'école rentrent dans le monde du travail mais bien plutôt dans le monde du chômage. Ceci Camarades le traite en développant avec raison que la mobilisation contre le chômage des jeunes doit débiter dès l'école. Après la rentrée scolaire particulièrement chaude que nous avons connue cette année, Camarades se devait d'y consacrer de nombreuses pages, en mettant en évidence les rôles des délégués, élus un peu comme le sont les délégués syndicaux.

L'armée a largement sa place dans Camarades, l'exploitation, l'humiliation des jeunes soldats y est retracé au cours d'une table ronde sur l'armée.

« J'ai pu voir qu'à l'armée, l'esprit colonialiste est très entretenu. Par exemple, quand on est arrivé on nous a fait visiter ce qu'on appelle la salle d'honneur. Et là il y avait un drapeau du FLN algérien et la légende était : "Drapeau pris aux rebelles". Dans la cour de la caserne il y avait une borne, portant le nom d'un village algérien où des com-

bats avaient eu lieu. Beaucoup de chansons étaient colonialistes. Par exemple, il y en avait une qui commençait par : "Loin de chez nous en Afrique, combattait le bataillon". Une autre parlait de l'Indochine.

Parmi les officiers, un bon nombre a fait l'Indochine et s'en vantent.

Il y a également une chose qui doit être dénoncée chez certains officiers et sous-officiers. C'est une certaine bienveillance vis-à-vis du nazisme. Il ne faut pas tout généraliser, mais ça existe. Certains officiers faisaient chanter un chant qui s'appelle « Monika ». C'était un chant des Waffen SS ».

L'armée est un problème spécifique aux jeunes hommes tout comme l'est le problème de l'avortement pour les jeunes femmes. Il est illustré par un témoignage, « Avorter quand on a 16 ans » : « Positif, tel a été le résultat du test immunologique de grossesse. En sortant du laboratoire, tout était devenu sombre, ma vue était brouillée par les larmes. J'étais enceinte et je ne le sentais pas. Je ne savais pas quels sentiments s'étaient emparés de moi : tristesse, colère, peur ? »

Enfin Camarades se fait l'écho des luttes des môtards de Bordeaux, organisés en comité pour revendiquer la sécurité sur route et des circuits, du sport avec un entretien de Monsieur Gallet, vice-président de la fédération française d'athlétisme, qui a accompagné l'équipe de France d'athlétisme aux championnats de Chine.

Et puis des pages d'histoire, en bande dessinées retraçant les luttes du mouvement ouvrier, des pages culturelles sur le blues, Gilles Servat, etc.

Nathalie VILLOTIERS

# Le gouvernement français refuse les radars aériens de l'OTAN

**L**E gouvernement français vient de refuser de participer au système de surveillance à basse altitude de l'OTAN. Il a décidé de construire son propre réseau indépendant. Cette mesure dément les affirmations des dirigeants du PCF accusant le pouvoir d'abandonner toute défense indépendante.

L'accumulation des facteurs de guerre dans le monde incite les bourgeoisies européennes à accélérer leurs efforts pour se doter d'armes modernes capables de contrer toute agression, l'une des dernières décisions importantes concerne l'édification d'un système de radars volants.

Jusqu'à ces derniers temps, le système de surveillance des armées des différents pays était constitué d'une part de radars au sol, d'autre part de radars sur satellites. Ce système permet une bonne observation de ce qui se passe à haute et moyenne altitude. Or, le perfectionnement des armes a permis la construction de missiles volants à basse altitude et échappant aux systèmes existant

de surveillance. Ceci a incité les différents pays concernés (USA, URSS et pays d'Europe) à se doter d'un système de détection à basse altitude.

Un tel système appelé « radars volants » consiste à équiper un avion de radars et de matériel de détection perfectionnés. Il permet donc de repérer tout engin (avion ou missile) volant en rase-motte, mais aussi tout mouvement de troupes. On conçoit l'avantage pour un pays de posséder un pareil réseau de détection.

A l'Ouest, l'OTAN la première a décidé la construction de son propre réseau de « radars volants ». Il vient pour cela d'acheter 18 Boeing 707 pour surveiller en permanence les frontières de l'Europe de l'Est. Ce

système nommé AWACS qui doit être mis en place à partir de 1982 permettra de détecter les vols d'engins et les mouvements de troupes et de véhicules jusqu'à 400 kilomètres à l'intérieur des territoires des pays du Pacte de Varsovie.

Sollicité par l'OTAN pour participer au réseau AWACS le gouvernement français a refusé. Outre le prix très élevé qu'il en coûterait à la France, la participation au réseau de l'OTAN aurait pour conséquence, dans une certaine mesure, la soumission aux décisions de l'OTAN. Les pays acceptant l'intégration à ce réseau dans un premier temps, ne font que recueillir les informations et les transmettre à l'état-major de l'OTAN sans bénéficier de la réciprocité. Dans un second temps, en période de guerre particulièrement, le système AWACS se transforme en relais du commandement de l'OTAN et oblige donc les pays qui y participent à exécuter les ordres. C'est cette dépendance que

refuse le gouvernement français qui a décidé de construire son propre réseau de « radars volants ». Le réseau français sera composé d'avions Bréguet-Atlantique et de radars « Aladin » fabriqués par Thomson-CSF.

La Grande-Bretagne a décidé également de construire son propre réseau indépendant.

Notons que la France est raccordée au réseau de radars au sol NADGE de l'OTAN, implanté chez nous sur les frontières nord-est. Contrairement au réseau AWACS, le NADGE est fondé sur l'échange réciproque des renseignements entre l'OTAN et les pays raccordés, ce qui permet au gouvernement français d'utiliser un tel réseau pour son propre compte.

Ce choix du gouvernement français dément les affirmations des responsables du PCF, l'accusant d'abandonner toute défense indépendante et de vendre celle-ci aux USA.

Henri MAZERAU

## Lucien Meylon, tombé sous les coups des bandes armées du show-business

**L**E procès de l'assassin de Lucien Meylon s'est ouvert lundi. C'était le 30 octobre 1977. Lucien, son frère Christian, et des amis se rendent à un concert rock à la porte de Pantin, à Paris. Arrivés sur place, des hommes du service d'ordre les arrêtent. Ils les fouillent. Ils les rançonnent. Soudain, Lucien est séparé de ses amis et de son frère. On le retrouvera un peu plus tard, loin, mort, le cœur percé par une balle.

Maurice Auvré, son assassin, a déclaré qu'il avait pris peur devant ce jeune Antillais. En fait, il veut transformer son crime en légitime défense ou en auto-défense.

Que va en penser la justice ? Accréditera-t-elle ces mensonges ? Fermera-t-elle les yeux devant ce crime raciste ?

Peut-être. Elle dispose de toute manière d'une kyrielle d'excuses et de circonstances atténuantes pour légitimer les crimes racistes. (Lucien Meylon était Antillais).

Cependant, les milliers de personnes, notamment de jeunes qui ont suivi l'enterrement de Lucien, pourraient bien exercer une pression telle que la justice devra en tenir compte. Cependant, on ne peut pas se fier à la justice pour qu'elle rende le véritable verdict : l'accusation du système du show-business et de sa mafia.

Pourquoi ce service d'ordre à l'entrée du concert ? Pourquoi des barbouzes armés de matraques, de revolvers et accompagnés de chiens policiers ?

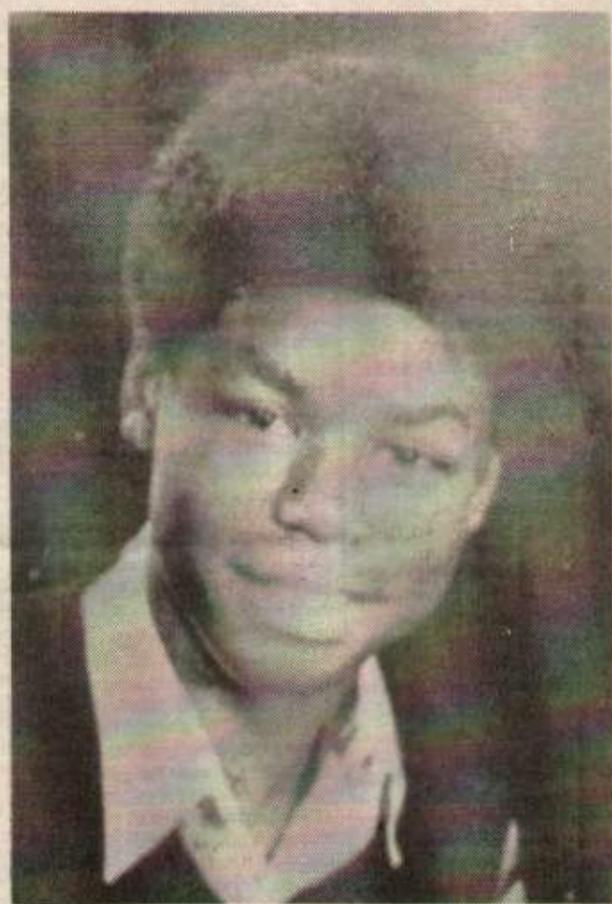
Pour protéger les concerts, répondront les organisateurs, comme le sieur

Bernardin chargé de l'organisation des concerts KCB. Ont-ils besoin ces organisateurs d'hommes de main, formés au moule des services d'ordre du GUD et du PFN (organisations d'extrême-droite) et des commandos-collages du RPR ?

Si un climat de violence s'instaure parfois dans des concerts ou festivals rock, pop, etc., par qui cela est-il entretenu ? Qui rançonne à l'entrée ? Les services d'ordre. Qui rackette à l'entrée ? Les services d'ordre. Qui provoque à l'intérieur ? Les services d'ordre.

Et pourquoi existent-ils et par qui sont-ils payés ? Le Show-business nouvelle façon table une bonne partie de sa recette sur la violence du spectacle, mais comme elle craint que cette atmosphère gagne la salle, elle emploie des services d'ordre qui prennent les devants, avec l'accord de leurs employeurs.

Comment expliquer la mort de Lucien, celle d'un jeune Antillais lors d'une représentation des Rolling Stones, le tabassage de jeunes venus assister à un festival à Orange, il y a trois ans, et qui ont pro-



Lucien Meylon

testé un peu trop fort contre les tarifs élevés du spectacle.

Au nom de la vedette qui se produit et parfois avec sa bénédiction, comme l'a fait Sardou, tabassage et même des meurtres accompagnent ces concerts.

Dénoncer que des hommes de main aident les pa-

trons à renverser un piquet de grève, aident les flics à tabasser les jeunes et les immigrés, aident le show-business à racketter, voilà ce que la justice ne fera jamais et que nous devons faire pendant le procès de Maurice Auvré pour Lucien Meylon.

Nathalie VILLOTIERS

Rennes

## « Il faut interdire l'expulsion des étudiants étrangers »

**A**n nouveau une manifestation a eu lieu à Rennes contre la circulaire Bonnet. Lors des deux précédentes mobilisations, il avait été obtenu un report des expulsions mais seulement jusqu'au 10 janvier. L'échéance est arrivée : pour faire face à la menace, le comité de Rennes contre les expulsions d'étudiants étrangers a rassemblé 400 personnes lundi soir.

Le mouvement a connu un premier succès : l'un des étudiants menacés a bénéficié tout récemment d'un renouvellement de carte. Mais il reste plusieurs cas en suspens dont sept sont aujourd'hui connus du comité.

Le mois de janvier risque de voir la répression se poursuivre : c'est en effet la période habituelle du renouvellement des cartes.

Il semble assez probable que de mauvais coups se préparent. Parallèlement, la préfecture tente d'intimider : convocations multiples par les renseignements généraux, tentatives d'obliger les associations d'étudiants étrangers (aujourd'hui régies par la loi de 1901) à se transformer en associations du type : loi de 1939. Cette loi a des exigences de taille : elle oblige au dépôt devant les autorités des noms de tous les adhérents !

Notons pour terminer la constante préoccupation du comité de lier le problème des expulsions d'étudiants avec la lutte contre la répression qui frappe les travailleurs immigrés dans leur ensemble.

A bas les mesures Stoléru !  
Français-immigrés, solidarité !

YD

FEMMES

## « Monsieur » la secrétaire de direction

**L**A discrimination que subissent les femmes dans leur travail est monnaie courante et toute femme peut en porter témoignage. Elle va parfois très loin, quand la femme entend ne pas se laisser faire, même lorsque c'est avec beaucoup d'humour comme le raconte un article de *F. Magazine* de Janvier 1979.

Ainsi on apprend que la secrétaire de direction de l'entreprise Ferco-international à Sarrebourg a été licenciée pour avoir osé publier dans ce magazine un témoignage sur l'humour de son employeur. En réunion, il avait pris l'habitude de l'appeler « monsieur » jusqu'au jour où elle a répondu qu'elle pourrait bien l'appeler « madame ou mademoiselle », par inadvertance, devant des visiteurs... Pas de quoi fouetter un chat semble-t-il, d'autant plus que ni le nom du patron ni

celui de l'entreprise n'étaient publiés, seulement le nom de la lectrice.

Mais le 27 septembre la secrétaire de direction reçoit une lettre de licenciement avec comme motif : « Insuffisance professionnelle et dénigrement de votre employeur par voie de presse ». Elle a aussitôt réagi en faisant appel aux Prud'hommes de Sarrebourg.

Une histoire qui paraîtrait farfelue et qui ferait rire si elle ne se terminait pas par le chômage. Elle prouve que si une femme doit se sentir flatée d'être appelée « monsieur », c'est une insulte grave d'appeler « madame » un cadre et ce qui est plus grave encore, c'est d'avoir l'idée qu'une femme peut être fière de l'être et revendiquer son droit.

Pour une femme, dans les entreprises du capital, c'est le début de la faute professionnelle.

C.M.

## Qui va payer le froid ?



Des centaines de camions ont été bloqués sur les routes.

**A**LLONS bon, il fait froid. Autoroutes bloquées, trains pris au piège des congères, système électrique et télégraphique en panne, voitures coincées, etc. Tout le monde est au courant, et qui ne le serait pas ? Radio, télévision et journaux débitent à longueur de journée avec force détails, les conséquences du froid. Les mass-média sont unanimes également pour vanter les prodiges de célérité et d'efficacité des Ponts et Chaussées, de l'armée pour soulager les gens.

Or, ces « services » il va falloir les payer. Les technocrates ont tout prévu : ces frais seront payés par : 1. l'Etat, 2. les départements, 3. les collectivités locales. Mais qui est derrière l'Etat, les départements, les collectivités locales ? Le contribuable, le travailleur.

Il est probable que la comédie à laquelle nous avons assisté durant l'été 1976, le printemps 1978 va se reproduire pendant l'hiver 1979.

Souvenons nous :  
Eté 1976 : la sécheresse, puis l'impôt sécheresse et des indemnités dérisoires pour les petits paysans.  
Printemps 1978 : la marée noire de l'Amoco-Cadiz, la Shell n'est pas inquiétée, par contre des centaines, des milliers de pêcheurs et de paysans sont ruinés.

Et maintenant ? Alors qu'une réelle solidarité se développe entre les gens du peuple, à preuve les ouvriers de la SNCF, de l'EDF, etc. qui ont fait des heures supplémentaires pour dépanner les gens, le gouvernement va vouloir nous faire payer les dispositifs (chasse-neige, chars, 450 engins de travaux publics, 700 engins de déneigement et 3 400 camions équipés de lames) qu'il a mis en place, si peu efficacement.

Ainsi pour l'Essonne, le Loiret et la Seine et Marne les conseil généraux ont décidé un budget spécial neige de 10 millions et demi de francs. Qui va les payer ?  
A ce propos, on peut s'interroger sur la lenteur

des dépannages. Car en fait c'est un hiver froid, certes, mais somme toute normal, vu la position climatique de la France.

Toute la campagne menée par le gouvernement sur le froid se fonde sur plusieurs raisons objectives. Tant qu'on parlera du froid aux travailleurs, on ne leur parle pas d'autre chose (genre chômage dû aux licenciements). Ensuite, comme le gouvernement est dans l'incapacité d'enrayer les conséquences du froid, on les exagère utilement. Enfin, le froid permet de développer la campagne sur la nécessité des centrales nucléaires, tout en reléguant les conditions de sécurité dans l'oubli : « Oui, le froid entraîne une surconsommation d'électricité, alors l'EDF est obligé d'opérer des délestages. Deux solutions s'imposent, soit les gens consomment moins d'électricité, soit on utilise tous les moyens pour avoir de l'électricité et donc le nucléaire ». Et la boucle est bouclée !

N.V.

## Le droit de grève en danger

**L**E CNPF est en train de mettre sur pied un véritable plan antigreve pour s'opposer aux luttes des travailleurs du « secteur public ». Ses services juridiques viennent de répertorier les moyens les plus efficaces pour engager des poursuites en justice à l'encontre des directions des PTT, d'EDF et de la SNCF en cas de grève gênant Messieurs les patrons. Le CNPF recommande même aux patrons d'intervenir séparément afin de multiplier les poursuites. En menaçant ainsi les directions de ces entreprises, le CNPF espère qu'elles prendront des mesures de rétorsion contre les travailleurs en grève.

Pour justifier sa démarche, le CNPF prétend que les grèves, dans ces secteurs en particulier, mettent en péril l'économie nationale. En fait d'économie nationale, c'est plutôt leurs profits que les patrons défendent. La grève porte justement atteinte à ces profits et c'est d'ailleurs ce qui fait son efficacité.

Quant aux mauvaises conditions de travail, aux bas salaires, etc. des travailleurs des PTT, de la SNCF, de l'EDF, le CNPF, évidemment, s'en moque. C'est dans leur nature d'exploiteur au contraire de les aggraver.

Il y a quelques années déjà, Chirac, alors premier ministre, avait décrété la circulaire sur le « service fait » autorisant les directions des entreprises « publiques » à ne pas verser le salaire d'une journée pour des arrêts de travail dépassant un quart d'heure.

Le patronat veut donc aller plus loin encore contre le droit de grève.

H. M.

LILLE

### Soirée d'information sur le Kampuchea démocratique

Le vendredi 12 janvier à 20 h 30 salle de l'ILEP (ancienne bibliothèque universitaire), 1, place Georges Lyon - Lille.  
La soirée sera animée par Annie Brunel, membre de la délégation du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) qui a effectué un voyage de 1 000 kilomètres au Kampuchea démocratique au mois de septembre 1978.  
Exposition de photos sur le nouveau Cambodge, projection commentée de diapositives de voyage, livres, brochures et presse sur le Kampuchea démocratique.

## Campagne d'abonnement 79

Cette année, nous devons gagner la bataille de la diffusion de *l'Humanité rouge*. Déjà, quelques pas ont été faits dans le sens d'une amélioration. Mais le principal reste à faire.

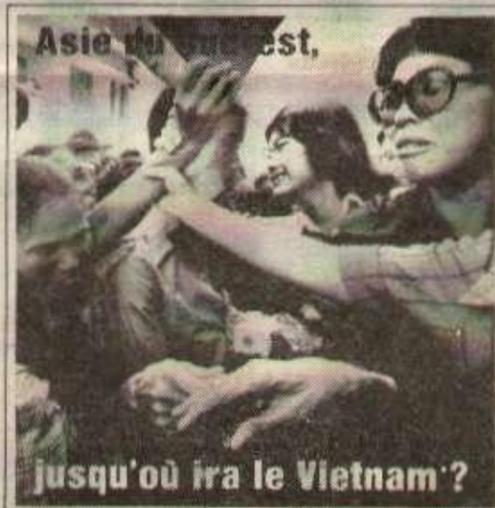
C'est pour cela que nous avons lancé, début novembre, la campagne d'abonnement 1979.

Cette campagne doit durer jusqu'en juin 1979. Pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous proposons des cadeaux (brochures, posters, livres, objets d'artisanat) aux lecteurs et camarades qui nous transmettront cinq, dix, quinze abonnements nouveaux de trois mois (non valables pour les réabonnements) jusqu'au mois de juin 1979. Des bulletins d'abonnement sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les règlements aux abonnements au fur et à mesure.

En avant pour gagner la bataille de la diffusion et des abonnements !

## Prolétariat

chine : la "démocratisation" ? avoir vingt ans aujourd'hui le centralisme démocratique



Prix - 14 F. Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre de Prolétariat BP 32013213 - Marseille Cédex 1 CCP 2130 89 H - Marseille - Abonnez-vous un an : 52 F Abonnement de soutien : 80 F.

## Le n° 18 de Prolétariat est paru

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP : 30 226 72 D La Source Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druésne  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal : 1er trimestre 1979

La première conséquence sur la région, c'est ce qui a trait à l'évolution de la population dans cette région.

DÉNATALITÉ, EXODE, CHOMAGE

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la population lorraine est en baisse. Avec 2 318 370 habitants au 1er janvier 1978, la région a perdu 12 709 personnes par rapport au recensement de 1975.

La Lorraine a connu un ralentissement de sa croissance démographique : 0,35 % par an contre 0,60 % entre 1962 et 1968. Le nombre de naissances est en baisse constante et le taux de fécondité des couples a diminué plus rapidement en Lorraine que dans le reste du pays.

Ce facteur est encore aggravé par un déficit migratoire constant, dû aux nombreux départs provoqués par la crise.

La population stagne dans les départements des Vosges et de la Moselle et chute dans les départements de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle.

Selon l'INSEE, « la population ne devrait pas croître d'ici à 1985 ». En fait, elle continue de baisser.

L'exemple de l'arrondissement de Briey (dit « Pays haut ») est particulièrement dramatique. L'arrondissement a perdu à lui seul 4 735 habitants sur les 4 844 départs enregistrés en Meurthe-et-Moselle au 1er janvier 1978.

La situation de l'emploi s'est profondément aggravée en Lorraine où, pour la première fois depuis la crise, le cap des 55 000 personnes officiellement à la recherche d'un emploi a été presque franchi fin octobre (54 943). L'activité des entreprises industrielles a tendance à stagner.

Les industries de base (sidérurgie, mines de fer, houillères) ont perdu, en l'espace d'un an, 17 300 emplois, au moment où le gros du contingent de 30 000 jeunes se présente sur le marché du travail.

Le nombre des demandes non-satisfaites (54 943) enregistrées a progressé de 12,03 % depuis septembre 1977, alors que celui des offres d'emploi non-satisfaites (4 770) a diminué de 21,7 %.

Désormais, il y a près de onze demandes d'emploi non-satisfaites pour une offre alors que la proportion était de 8 pour 1 voici un an. La Banque de France constate : « Les offres sont demeurées insuffisantes. En outre elles portaient fréquemment sur des emplois temporaires. Quant au 2e pacte pour l'emploi, sa mise en œuvre s'avère assez lente pour l'instant ».

L'horaire de travail se rapproche des 40 heures par semaine. Cette dégradation de la situation de l'emploi se manifeste par l'augmentation du nombre des bénéficiaires de l'aide publique (24 022), soit 60 % de plus depuis le début de l'année et celui des ASSEDIC (24 959) a grimpé de 76 %.

Les principales victimes du chômage sont les jeunes et les femmes. Sur cinq personnes inscrites à l'agence nationale pour l'emploi, trois sont âgées de moins de 25 ans (31 274). Parmi elles, il y a deux fois plus de femmes que de jeunes gens. Les femmes représentent 55,5 % des demandes d'emploi non-satisfaites.

SITUATION DANS LA CHIMIE

Cette industrie lourde (15 à 20 millions d'investissements par emploi) occupe 10 700 personnes en Lorraine, soit 3,3 % des effectifs de la chimie française.

# Les conséquences du plan acier pour la Lorraine

**Q**UELLES vont être les conséquences du plan acier sur l'emploi en Lorraine pour les années qui viennent ? C'est une question très importante que nous étudions aujourd'hui dans cette page à l'aide d'une correspondance d'un camarade de la région Lorraine.

Comme dans tous les secteurs, elle poursuit sa reconversion et connaît le marasme affectant le marché européen dans le domaine de la chimie du fait de la surcapacité de production. Certaines installations tournent à 60 %, voire 50 %, de leur capacité. Les prix sont peu rémunérateurs, ce qui atteint la rentabilité des entreprises.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

La crise redouble d'intensité. Depuis le début de l'été 1978, nombre d'entreprises en difficulté sont acculées à déposer leur bilan. Globalement, en Lorraine, le volume des travaux (10 000 entreprises et 70 000 salariés) accuse une baisse de 5 % sur l'an passé.

Les entreprises de Moselle tournent à 60 % de leur activité depuis janvier 1978. Depuis dé-

but 1978, on a enregistré environ 150 licenciements par mois et rien qu'en Moselle la durée du travail hebdomadaire a diminué de 1 heure à 1 heure et demi en un an.

Parallèlement, le nombre des entreprises faisant l'objet d'une procédure judiciaire a fait en quelques mois une envolée surtout en Moselle. Cette tendance va continuer en 1979, car le volume des projets d'équipements est en baisse.

LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les grandes industries sont frappées de plein fouet par la crise, mais on ne doit pas oublier les petites et moyennes entreprises de moins de dix salariés. On note, en Lorraine, la présence 29 400 unités de ce genre, utilisant un effectif de 74 300 salariés (autant que

la sidérurgie lorraine actuellement)

De 1973 à 1975, le nombre des établissements est passé de 30 600 à 29 400 et les effectifs ont baissé de 2 %. On peut supposer que cette tendance à la disparition des PME s'est accrue, puisque nombre d'entre elles sont des services d'entretien, de maintenance, détachés des grosses unités sidérurgiques, par exemple, et dépendent de l'avenir de celles-ci.

MINES DE FER

Ce secteur comptait 6 095 mineurs fin septembre 1978. Avec la restructuration dans ce secteur, 1 000 emplois seront supprimés en 1979.

Depuis l'annonce du deuxième plan acier, portant à plus de 30 000 le nombre des suppressions d'emplois entre

1977 et 1983, une nouvelle étape a été franchie dans le processus de restructuration des mines de fer.

L'objectif de 2 800 suppressions d'emplois sur six ans (1978-1983) annoncé il y a un an par le patronat est battu en brèche en raison de l'aggravation de la crise de l'acier.

Ainsi la production de « minette » qui stagnait entre 1968 et 1974 aux alentours de 52 millions de tonnes tombera à 30 millions de tonnes en 1978, alors que l'on tablait initialement sur 38 à 40 millions de tonnes.

Le patronat a déclaré : « Sauf perturbations du marché, la déflation des effectifs sera d'au moins un millier de mineurs si bien que l'effectif dans les mines lorraines sera compris entre 4 500 et 5 000 à la fin 1979 ».

Les mines de fer dépendant des cinq groupes sidérurgiques consommateurs — Sacilor-Solac ; Usinor ; Châtillon-Neuves-Maisons ; Cockerill et Arbed — vont se regrouper pour améliorer leur compétitivité. En revanche, les mines marchandes, à l'instar d'Hettange-Grande, sont menacées de fermeture.

La réduction de l'activité des puits a entraîné une baisse des effectifs de 1 300 personnes avec la fermeture, entre autres, des puits d'Angevilliers, Gobrange, Giraumont.

AGRICULTURE

Le nombre d'exploitants a continué à baisser passant au cours de ces deux dernières années de 35 800 à 34 800 (moins 2,8 %). Au total, la population agricole ne représente plus que 4,9 % de la population active lorraine contre 8,3 % en 1968.

Le territoire cultivé est stable, ce qui souligne une augmentation de l'exploitation moyenne de 25 à 32 hectares.

On peut soupçonner que les grandes exploitations se développent aux dépens des petites. L'orientation est plus marquée vers la production de céréales.

PETITE CONCLUSION

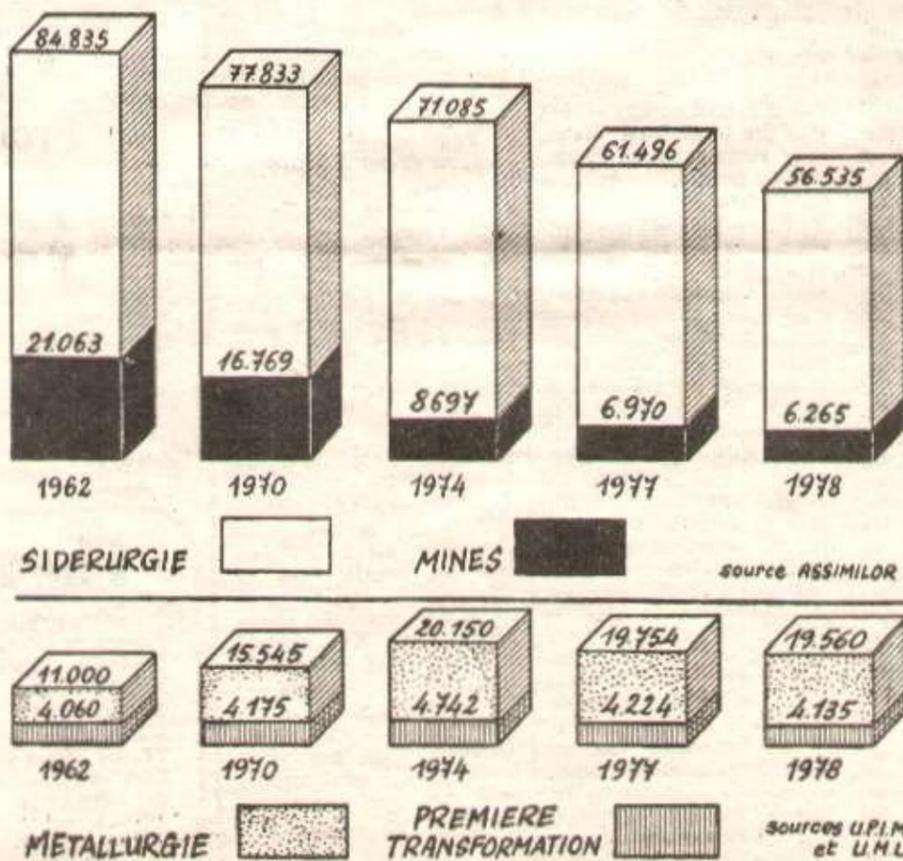
Les faits sont là : crise de la sidérurgie, ralentissement des mines de charbon, déclin du textile, exode rural. 40 500 demandeurs d'emploi et 16 000 licenciements ont été enregistrés en 1977, 55 000 demandeurs d'emploi en 1978, 12 000 emplois disparus en 1977, à peine 2 000 emplois créés en quatre ans et demi dans le bassin sidérurgique.

L'industrialisation a été un véritable échec. Giscard déclarait le 25 novembre 1976 à Metz : « Il ne saurait être question que les industries sidérurgiques abandonnent la Lorraine (...) Il faut entreprendre un large effort de développement industriel. Il s'agit de créer des activités nouvelles indispensables à l'équilibre de l'emploi et au progrès de la région ».

Et, en septembre 1977, il a consacré 1 100 créations d'emplois à Thionville par la Régie Renault. C'était là un bluff destiné à endormir les travailleurs.

En réalité, en l'espace de 18 mois, la sidérurgie lorraine a déjà perdu 11 620 personnes et les mines de fer 1 620. Seulement 225 emplois ont été effectivement créés. La Régie Renault aurait dû ouvrir un chantier en septembre 1977. La date n'a pas été respectée et la direction de la Régie a ramené son projet à 300 emplois d'ici 1980 et moins de 150 en 1979 ; on est loin des 1 100 emplois prévus.

## La chute des emplois en Lorraine



Effectifs au 31-12 de chaque année et au 31-7 en 1978